

donienne ». Selon ces quotidiens chéris du pouvoir, la gauche n'est évidemment pour rien dans cet « attentat terroriste » dirigé contre de sympathiques écolo-pacifistes. Seuls des militaires félons, des officiers des services secrets poussés par de noirs desseins, ont pu monter une provocation contre le pouvoir rose, avec l'aide de mercenaires. Cette thèse complaisante et particulièrement stupide n'est évidemment étayée par aucune preuve ; rien n'est vérifié. Ces affabulations pseudo-journalistiques valent au quotidien du soir une de ses innombrables condamnations pour diffamation, sur plainte du colonel Charrier, frère de l'un des anciens maris de Brigitte Bardot, qui s'est vu dénoncé comme « factieux ». Ce montage lamentable s'écroule dès le 8 août 1985, jour où les enquêteurs sérieux de deux hebdomadaires, *VSD* et *L'Événement du jeudi*, révèlent que c'est bien la DGSE qui, agissant sur ordre du pouvoir politique, a coulé le navire écologiste. L'Élysée est dès lors impliqué clairement, ce que n'hésite pas à affirmer un article de *VSD*, signé par Jacques-Marie Bourget, en date du 13 août 1985.

La machine politique s'emballé.

Le 16 août 1985 à 16 h 46 exactement, Edwy Plenel, du *Monde*, décroche son téléphone. Il appelle un « expert », Claude Angeli, du *Canard enchaîné*.

– Claude, excuse-moi de te déranger... Je crois qu'on va passer au problème politique, une fois qu'il semble établi de A à Z que c'est un truc de la DGSE.

– Je ne vois pas Mitterrand donner le feu vert pour un truc comme ça.  
– Actuellement, le niveau sur lequel on est avec Jacques, c'est de dire... Hernu, et le cabinet d'Hernu. J'ai eu des gens de l'Intérieur. Au début de la semaine, quand je leur disais : « Quelle est la tendance ? », ils me disaient : « On ne te dit rien, mais n'oublie jamais que le pire n'est jamais sûr, mais qu'il est souvent certain. » Et puis là, aujourd'hui : « Oui, oui, c'est plutôt ça, oui ! »

A 21 h 20, le même jour, Edwy Plenel appelle son camarade Claude Naville :

Demain, nous dîmons à Matignon. On a un bon copain qui est là-bas, et c'est son anniversaire.

Le 29 août, 17 h 48. Un correspondant, non identifié par l'agent traitant de service à la « cellule » de l'Élysée, appelle Edwy Plenel. La fiche d'écoute résume leur conversation sous forme de synthèse :

Sujets traités :

Plenel évoque l'interview qu'il a obtenue de Tricot ; son ami Jean-Paul<sup>1</sup> lui a communiqué en avant-première le rapport Tricot.

Marion veut entrer au journal *Le Monde*...

Plenel mobilise ses amis pour soutenir la candidature de Marion...

Plenel pense obtenir des informations qui vont faire rebondir l'affaire Greenpeace, avant le 4 novembre...

Plenel va à Poitiers pour l'université d'été de la FASP<sup>2</sup>...

Plenel et Marion vont s'allier pour avancer plus vite.

Le 2 septembre à 20 h 05. Edwy Plenel téléphone à Georges Marion :

Marion, Fabius a réussi à verrouiller de façon que ça pète à la gueule d'autres, et pas à la sienne ! A la gueule de Mitterrand, seulement là, Hernu, il y passe !

Le 7 septembre, l'Élysée commence à distiller des « fuites organisées ». L'idée qui prévaut est alors la suivante : « Comme le *Rainbow Warrior* a été coulé par des militaires, il faut couler Charles Hernu. Il est le ministre de la Défense en charge de la DGSE. » C'est alors que la nouvelle thèse officielle est injectée à l'opinion : « Les agents français arrêtés en Nouvelle-Zélande, les faux époux Turenge, n'ont pas coulé le *Rainbow Warrior*, mais c'est bien la DGSE qui a frappé le navire. Une troisième équipe de nageurs de combat s'est chargée de l'opération. Seul le ministre de la Défense, Charles Hernu, est responsable. »

1. Il s'agit de Jean-Paul Besset, alors membre du cabinet Fabius à Matignon, et lié, comme Plenel et Marion, à la Ligue communiste révolutionnaire dirigée par Alain Krivine.

2. Fédération autonome des syndicats de police.



Le 7 septembre à 19 h 41, la ligne d'Edwy Plenel est écoutée.

Sujets traités :

Greenpeace : maillon politique et réalisation pratique, avec possibilité d'une troisième équipe dévoilée à Angeli par un proche de Mitterrand. « Benet »<sup>1</sup> possède une information identique...

Résumé :

Mitterrand, en tant que tel, et le gouvernement ne sont pas impliqués. En revanche, toute la haute hiérarchie militaire l'est, et, par incidence, Hernu aussi, avec Lacoste, Lacaze, Saulnier. Le seul rejaillissement sur l'Élysée est le feu vert à l'opération, donné par Saulnier.

Le général Saulnier, chef d'état-major particulier du président Mitterrand, a signé le texte permettant de débloquent les fonds secrets utilisés pour l'exécution de l'opération contre le *Rainbow Warrior*. En clair, il a obtenu l'argent qui a servi à réaliser un attentat d'État.

Le 14 septembre à 23 h 57. Edwy Plenel téléphone à Bertrand Legendre, du *Monde* lui aussi :

Résumé :

Ils s'entretiennent de l'article qu'ils vont faire paraître et dont le titre serait « Enquête sur un mensonge d'État », après la découverte qu'une troisième équipe de nageurs français aurait pu couler le bateau de Greenpeace... Ils veulent la tête de Charles Hernu... Leur ami de Matignon leur a fourni beaucoup d'informations... Joxe estime que cette affaire sent très mauvais et refuserait de suivre le président Mitterrand dans le Pacifique...

L'article est effectivement publié le 17 septembre 1985, mais avec des informations sans preuves et plus d'un mois de retard sur les révélations des hebdomadaires diffusés au mois d'août. Jamais pris au dépourvu – c'est le rôle de la « cellule » de Gilles Ménage –, le pouvoir socialiste exploite habilement cet article,

1. Benet : rappelons que c'est l'un des noms de code attribués par les « grandes oreilles » à Edwy Plenel.

relayé par un formidable tapage médiatique. Il permet de liquider l'affaire, en liquidant... Charles Hernu qui donne sa démission le 20 septembre.

Le 21 septembre à 20 h 25. Legendre appelle Plenel :

J'ai repéré un agent de la DGSE au journal. Qui ? Pas un mot.

Le 22 septembre à 21 h 03, Plenel téléphone à Legendre :

Résumé : Pour penser à la suite, Jean-Paul, c'est lui qui doit nous dire si Fabius est prêt à marcher pour le..., pour son portrait...

En enfonçant le clou qui détruit Hernu mais sauve Fabius, les deux journalistes préparent en outre un papier-fleuve à la gloire du Premier ministre !

Le 23 septembre à 17 h 18. X (non identifié) appelle Plenel :

Sujets traités :

Greenpeace. Renseignements exploitables.

Résumé :

Oui, on continue. On est sur la question : *qui* a donné l'ordre...

On ne va pas remonter...

On va démontrer, justement, qu'il ne faut pas trop remonter.

L'objectif est clair : il ne faut pas mettre en cause le pouvoir politique, surtout pas aux plus hauts niveaux. Le fusible est donc Charles Hernu, c'est confirmé.

Le président François Mitterrand reste protégé, ainsi que le Premier ministre Laurent Fabius.

Le 24 septembre à 0 h 32. Compte rendu de l'écoute Edwy Plenel – Jean-Paul Besset, membre du cabinet Fabius à Matignon :

Résumé :

Plenel a peur d'avoir fait prendre un risque à Besset de Matignon... Il faut qu'il [Plenel] ait la tendance, parce qu'il a une conviction sur Hernu.



Ils vont le planter. Enfin, je pense qu'ils ont de quoi... Mais ils y vont...

Jean-Paul n'est pas sûr qu'ils aient de quoi...

Pour Plenel, Hernu, c'est lui la cible maintenant...

La seule façon de faire passer la pilule aux militaires, c'est de dire : « Oui, il y a eu un ordre. Mais cet ordre, il avait eu l'aval du ministre qui, lui-même, a caché la vérité au Premier ministre et au président de la République. »

Selon Jean-Paul, le problème, c'est que Hernu dise : « Oui, j'ai menti et j'en ai parlé ni à Mitterrand ni à Fabius. »

Plenel ajoute : « On n'obtiendra jamais que Hernu confirme, mais on peut obtenir qu'il soit silencieux. »

Pour Jean-Paul, ma conviction – c'est pas une info directe, parce que je n'ai pas vu Fabius, mais toute la tonalité de Schweitzer et de Fabius, aujourd'hui, est à demi-mots couverts – c'est : « Comment charger Hernu pour sortir de cette affaire-là... »

Plenel commente : « Et là, tout le problème, c'est que le président Mitterrand puisse convaincre Hernu de "porter le chapeau". » Est-ce que Mitterrand marche dans un coup comme ça ?

Le traitant du GIC poursuit son compte rendu d'écoute des propos de Plenel à Besset :

Jean-Paul ne le sait pas et il croit que, peut-être, ça se déplacerait du côté de l'Élysée, ou que Mitterrand prendrait lui-même l'initiative de parler...

Plenel souhaite que Jean-Paul puisse lui faire des petits recoupe-ments, au moins sur cette « tendance », dans la matinée de demain. Jean-Paul l'appellera pour lui confirmer.

Si ça ne tourne pas comme ça, Fabius est obligé de démissionner.

Suite de l'écoute du 24 septembre à 0 h 50. Plenel informe Marion des éléments suivants :

Soit Fabius obtient de Mitterrand de le laisser jouer le fusible Hernu jusqu'au bout, soit Fabius démissionne...

Plenel parlera de ça et laissera à Marion [alors toujours pigiste au *Canard enchaîné*] « le soin de parler du voyage de Deiber à Aspretto »...

Paul Quilès a filé des chiffres, très précis, sur le coût de l'opération (1 927 000 F), avec des détails et tout.

Quilès a filé ça à Brimo.

Nicolas Brimo est un journaliste du *Canard enchaîné*, très lié aux époux Mitterrand, et qui a commencé sa carrière au sein des publications du PS.

Le 24 septembre encore, Plenel téléphone à Legendre :

Hernu joue encore l'armée, hier et aujourd'hui, plutôt que ses convictions socialistes. Il faut l'accabler là-dessus. Il y a une façon de le faire, c'est d'aller beaucoup plus dur sur Hernu, de le dégommer politiquement, l'assassiner politiquement.

Le 24 septembre toujours, résumé d'une écoute d'un interlocuteur non identifié téléphonant à Edwy Plenel. Le journaliste s'inquiète :

« On est sur le fil du rasoir, du fait que Hernu ne veut pas porter le chapeau jusqu'au bout... Et il fait écran à toutes les démarches de Fabius ! » Plenel voudrait « faire comprendre à Matignon ce qui se passe », et leur donner l'information suivante : « L'on sait que c'était en route avant... Que les autres continuent, parce que Quilès n'a aucun autre moyen de contrôler. Il n'a pas de cabinet... Le seul endroit auquel il faut faire pression, tu le connais, et tu sais qui ! »

Le 28 septembre, à 12 h 54, s'adressant à Legendre, Plenel précise :

Ils vont se rendre compte que nous ne voyons que des hauts membres de l'État PS... On ne voit que des socialistes... On m'a fait parvenir des messages, hier, sur le thème : « Le dernier papier était de trop. Est-ce que toi tu vas continuer ? On comprenait, jusque-là, où tu voulais en venir. Mais là, on ne voit plus très bien ! » Alors j'ai fait parvenir, comme réponse, « Fin d'enquête »... J'étais très en colère, parce qu'eux faisaient filtrer les milieux proches de l'Élysée, notamment dans *Libé*, plus une certaine partie de la hiérarchie militaire, contre Fabius... Je n'ai pas spécialement d'atomes crochus avec Fabius, mais... on applaudit Hernu, et puis, on prend avec des pincettes Fabius... Donc, c'était aussi un « message là-dessus » en disant : arrêter. D'ailleurs, il a été entendu par *Libé* qui titre aujourd'hui : « Matignon pas du tout en cause ». C'est donc une façon de dire ça. Vous vous amusez à encore « cibler un fusible » alors qu'il n'y



a plus besoin, alors que je vous dis, moi, je le sais... Et c'était aussi une façon de leur dire qu'ils ont très mal réussi « la sortie », de leur dire j'arrête là... Mais bon, je ne suis pas dupe ! Alors, j'ai fait transmettre cette réponse. Et j'ai également fait transmettre, moi, qu'en « termes d'investigations » je m'arrêtais, mais qu'en « termes de commentaires », je ne m'arrêterai pas si certains continuaient à régler des comptes internes aux socialistes. Et surtout, à viser Fabius... J'ai fait savoir que moi, Plenel, je remonte au créneau, s'ils laissent alimenter, même en jouant les cons, des campagnes débiles où on mettrait sur la friteuse le « fusible Matignon ». Autrement, je n'ai aucune raison de continuer. Je passe au budget de la police... Je vais mettre en route, là, notre ami Fafa... Enfin, c'est pas notre ami... Mais le portrait... On a à peine un mois... Mais il faut aller vite.

L'éminent journaliste Edwy Plenel poursuit sa conversation avec Legendre :

Tu montes la petite bombe à retardement qu'il y a... Je veux dire, en clair : écris noir sur blanc qu'il y a peut-être... d'autres menteurs, l'un à la tête des armées, et l'autre à la tête de l'État... Tu vois, quoi ! Un truc comme ça... Tu vois, c'est tout le problème de la V<sup>e</sup> République : le problème de la concentration des pouvoirs à l'Élysée.

Nous, les nageurs de combat, nous avons désormais, en face de nous, des menteurs de combat. Le premier d'entre eux, le plus rusé aussi, était à la tête de l'État.

Le 11 octobre. Plenel dialogue avec Legendre.

Renseignements exploitables :

J'ai avancé de mon côté. J'ai avancé sur l'idée du couple Fabius, et de tout le fonctionnement là-bas, à Matignon. Il n'y a pas de couple équivalent ! Elle était poperéniste<sup>1</sup> dans le temps. Elle, aussi extravertie que lui est réservé. Elle a un vrai parcours militant, à elle... Tu sais qu'elle est juive-gréco-turque, née au Mexique, naturalisée française ? D'où tout son intérêt pour ce qui touche à l'émigration...

1. Il s'agit de Françoise Castro, épouse de Laurent Fabius, et qui a milité, au sein du PS, dans une tendance animée par Jean Poperen, ancien communiste reconverti.

Le 22 octobre à 9 h 41. Nouvelle écoute d'Edwy Plenel.

Résumé :

Plenel déclare que le portrait à publier sur Laurent Fabius s'appellera « L'Énigme Laurent Fabius » et sortira vraisemblablement jeudi, juste avant le face-à-face avec Jacques Chirac, à la télévision.

Tarnero a reçu quelques réactions de Mme Fabius qui avait reçu Plenel.

Puis, Plenel porte à la connaissance de Jacques Tarnero [*qui travaille pour Fabius*] que « pour la TV, Chirac prépare des trucs sur Greenpeace. C'est l'écho que j'ai [...]. C'est un écho. Tu peux le transmettre ? »

Le 24 octobre, à 21 h 30. Propos enregistrés entre Pierre Trey, du *Monde*, et Edwy Plenel. La rédaction en chef du quotidien juge son portrait de Laurent Fabius vraiment trop complaisant.

– Ce mec, on en parle et on a l'impression qu'il n'a jamais été Premier ministre, tu vois ?

– C'est un portrait familial.

– C'est vous qui avez choisi de faire ça et le lecteur va se dire : « Tiens, il tire la chasse sur tout ce qui pourrait permettre de cerner un peu plus Fabius Premier ministre. » Oui, je le sais bien que vous avez fait le choix du portrait de famille. Mais est-ce que ce choix est intelligible?... Salle<sup>1</sup> m'a dit : « Ce n'est pas assez carnassier ! » Les grandes crises qu'il a dû régler, ça n'apparaît pas. Pourquoi est-ce qu'ils l'ont fait?... Est-ce qu'ils sont gênés?...

Ce n'est pas possible de publier ça comme ça. Tout le monde va rigoler. Salle voudrait qu'il y ait du « carnassier »... C'est à vous de voir.

– Même si je suis assez d'accord avec cette façon de voir, sur l'enquête, on ne transige pas. Ça présente un Fabius, en effet, qui n'est pas le Fabius qu'en général on a l'habitude de voir...

– C'est comme si on voulait évacuer le Fabius Premier ministre...

Le 26 octobre à 10 h 25. Bernard Deleplace, alors patron de la Fédération autonome des syndicats de policiers (FASP), appelle Edwy Plenel.

1. A l'époque, rédacteur en chef du *Monde*, Claude Sales est devenu, en 1990, PDG de *Télérama*.



- J'ai lu l'article. Pas mal. Mais il faut être courageux pour aller jusqu'au bout.
- Ça le rend sympathique, non ?
- C'est plutôt l'interrogation... Ce monsieur...
- J'ai été sur place. J'ai été la voir, elle...
- Tu lui diras qu'elle a les amitiés de Deleplace.
- D'accord. Tu me diras tout, un jour, sur elle ?
- Je n'ai pas de secret !
- Bon, il y a des choses que je ne peux pas te dire au téléphone.
- Je pars de la Fédération lundi matin, mais si tu n'as rien fait avant lundi matin, je suis dans le lac.
- Mais non, je n'ai pas rien fait.
- Pour refaire le cadre de ce qu'il y a à faire... Pour mon droit de réponse au journal de Marseille... Je ne voudrais pas trop traîner !

Ainsi donc, le journaliste du *Monde* rend de menus services « techniques » au syndicaliste. Le 28 octobre à 20 heures, Edwy Plenel appelle Bernard Deleplace. Résumé établi par le traitant du GIC :

Plenel souhaiterait rencontrer Deleplace avec Michel et « faire le point », parce qu'il est très inquiet, « politiquement très inquiet »... Selon Plenel, « le fusible ne joue pas le jeu » et il est très inquiet... « Il faut qu'il crache le morceau... [Charles Hernu, sur *Greenpeace*] S'il crache le morceau, publiquement, ça monte à Fabius... » Deleplace a tenté de les joindre samedi et dimanche. Le contact a été pris. Plenel a dit : « On devait me rappeler. On ne m'a jamais rappelé... » Ils conviennent de se rencontrer le lendemain matin et de prendre le petit déjeuner ensemble.

Le 28 octobre à 20 h 22, Edwy Plenel appelle Martine Storti, proche de Jacques Tarnero et de la LCR de Krivine. Ancienne journaliste de *Libération*, elle rédige maintenant les discours de Laurent Fabius devenu Premier ministre. Elle a succédé dans cette fonction à un autre trotskiste du réseau LCR, Lionel Zinzou, un ancien de *Libération* lui aussi où il se cachait sous le pseudonyme de Pierre Mars. Plenel tient à remercier Martine Storti car Jacques (Tarnero) lui a confié que c'est elle qui a fait « ce petit boulot que nous avons utilisé ». Martine Storti trouve le « papier »

- le portrait de Fabius<sup>1</sup> réalisé grâce à la collaboration des employé(e)s du Premier ministre - « très bien, très intéressant ».
- Ce n'est pas un papier qui est antipathique pour le bonhomme.
- C'est aussi la réaction au *Monde*, où on a eu quelques « petits problèmes ». Au fond, le petit monde journalistique est assez médiocre. Nous, on a tout fait pour défendre « notre truc » en disant « ça n'a rien de complaisant, c'est une enquête ». Notre genre, c'est de faire des portraits non politiques d'hommes politiques. C'est-à-dire, au sens où on a volontairement « évacué »... Mais je ne sais pas du tout comment lui peut le ressentir !
- Ce type n'a pas de passé politique, au sens où on peut l'entendre nous. Sur le fond, on ne sait toujours pas qui il est !
- Il a de vraies convictions.
- Ça lui donne une espèce d'épaisseur. Qu'il a, ou qu'il n'a pas, mais qu'il ne donne pas à voir. Alors, Jacques m'avait dit que tu nous citais. Je ne savais pas si c'était bien, d'ailleurs, ou pas bien de nous citer. Encore que, maintenant, il n'y a plus de clandestinité. Maintenant, quand les gens me demandent ce que je fais, je réponds très clairement, vu que ça a été divulgué à partir du moment où on participait à des réunions. Et puis, j'en ai eu un peu assez de lire dans toute la presse que c'est M. Lionel Zinzou qui écrit les discours du Premier ministre, alors que ça fait un an qu'on se tape 75 % des discours !
- Je vais en parler à Jarreau<sup>1</sup>, qui va maintenant faire Matignon. La cellule animée par Beclé, vous, par ailleurs... Je vais en parler à Jarreau pour qu'il revienne là-dessus.

Le 29 octobre à 11 h 05, Henri Weber appelle Edwy Plenel. Henri Weber, ancien dirigeant de la LCR trotskiste d'Alain Krivine, est l'un des principaux conseillers de Laurent Fabius, ainsi qu'un de ses compagnons de « fête ». Weber donne à Plenel des échos du sérail :

- Françoise Castro était assez contente du portrait de son Jules. Lui, il a un peu tiqué. Parce qu'il trouve que « toutes ces histoires de fric »... Bon, à la fois, il comprend que c'était nécessaire... Elle apparaît comme immensément riche, car elle est astreinte à l'impôt sur les grandes fortunes... A partir d'un portefeuille d'actions

<sup>1</sup> Journaliste au service politique du *Monde*.



qu'elle gère elle-même, donc, ça apparaît comme de la fortune personnelle.

- Mais c'est 300 millions, l'impôt sur les grandes fortunes !
- Vous avez raison, et manifestement, c'est encore... C'est Fabius, qui vous a... donné le tuyau, j'imagine ?
- Oui, oui. Absolument !
- Donc, là, ça fait un peu tiquer. Sinon, dans l'ensemble, ils sont très, très contents. Un truc qui a beaucoup choqué, parmi leurs copains, c'est l'expression : les enfants du personnel sont autorisés à jouer avec...
- Il y a de petits désaccords. C'est inévitable.
- Tu vois, il y a des gens qui disent « ça, ils auraient pu s'en dispenser »... Parce que ça fait un peu douairière. Mais eux, ils sont plutôt contents. Et surtout elle. Ce qui est quand même décisif.
- Sur la philosophie générale, ils ont compris quand même ?
- Ils trouvent ça très bien. Alors il y a un critère absolument clair. C'est que, si j'ai bien compris, tu as le feu vert pour faire le bouquin. Si tu veux... Et le film !
- Pourquoi ? Ils en ont parlé explicitement ?
- Non, les mecs me poursuivaient, là, les journalistes qui veulent faire un bouquin sur Laurent Fabius. Il y a Daniel Molo<sup>1</sup> sur le coup... Oui, mais sans l'agrément de la « maison »... Garde-le pour toi ! Mais Laurent, il trouve que... Enfin, Daniel Molo, il ne lui fait pas confiance.

Le 29 octobre à 11 h 16. Françoise Castro, Mme Fabius, appelle Edwy Plenel.

- Moi, il y a juste un truc qui m'a un peu énervée. C'est le coup des enfants du personnel.
- A partir du moment où on fait pas un truc qui n'est pas complaisant, qui n'est pas cire-pompes, c'est inévitable qu'il y ait un « petit détail » qui gêne !
- Tu vois, ça fait vraiment le « seigneur » dans son château, qui permet aux enfants, à ses nobliaux, de jouer avec les serfs !
- Je suis embêté, car je ne l'ai pas écrit dans cet esprit-là, bien sûr.
- Sinon, c'est très bien, car ça brise un peu l'image en question.
- Au journal, on a tenu bon, hier matin : « Il est très glacial, vous ne montrez pas son côté carnassier »... Ne t'inquiète pas. On a tenu bon !

1. Il s'agit de la journaliste Danièle Molho.

- Laurent a lu le portrait dans la voiture. Je lui ai dit : « Alors ? Comment tu trouves ? » Il m'a dit : « Il parle trop d'argent » [*rire de Françoise Castro au téléphone*]. Il a relu, ce matin, et il m'a dit : « Bon, ce n'est pas mal fait. Ce n'est quand même pas mal... »
- Mais... Je crois que c'est honnête, quoi !
- C'est honnête... Par contre, tu me fais passer pour une...
- Mais oui, mais c'est parce que les gens ne savent pas l'IGF... L'IGF, c'est 3 millions de francs... Ce n'est pas rien ! Je veux dire qu'il suffit de payer deux appart' pour avoir l'IGF... Ce n'est pas moi qui ai voté ça !
- Il faut avoir un appartement qui vaille... Un petit deux-pièces à Ecquevilly...
- A part ces problèmes de formulation, on ne s'est pas trompés ? Sur rien ?
- Non. Je n'ai remarqué rien de faux ! Allez, bon... Je te remercie, Edwy.

Durant le même entretien, Françoise Castro laisse entendre à Edwy Plenel qu'elle est « d'accord pour le film. A voir avec Fabienne », c'est-à-dire avec Fabienne Servan-Schreiber, la femme d'Henri Weber. Un monde vraiment tout petit...

Le 29 octobre à 18 h 10, Edwy Plenel appelle Jacques Tarnero et lui fait un compte rendu de ses conversations avec Henri Weber et Françoise Castro.

- Pour l'avenir politique de Laurent Fabius, je trouve que c'est un bon papier.
- Oui, c'est un portrait qui exclut, volontairement, le... bilan politique.
- Le point positif, c'est qu'il est plus compliqué que prévu ! Mais en même temps, il apparaît que c'est un homme qui a beaucoup de chance dans l'existence.
- Pas vraiment. Je ne trouve pas. Par exemple, en politique. Il apparaît que ce n'est pas Mitterrand qui est la clé, c'est tout autant la circonscription qu'il s'est trouvé... Lui-même... Et la femme qu'il s'est trouvée. Et puis, il y a l'idée, quand même, que c'est un vrai caractère !
- Ce mode de fonctionnement, à la fois sympathique, et parfois exaspérant, de la répartition des rôles entre lui et elle... Elle fait des « coups », elle ratisse large, elle fait beaucoup dans la « frime »... cela



ne veut pas dire qu'elle n'ait pas une dimension réelle de générosité, d'altruisme, qui est le fondement d'une... femme de gauche ! Mais en termes de « bilan relationnel », je crois qu'il est plus agréable de travailler avec lui, plutôt qu'avec elle. Je trouve que c'est globalement un bon papier. On dirait que vous avez été séduits par un a priori de sympathie !

– Il y a des gens qui ont surtout retenu qu'il est « insaisissable », c'est-à-dire son côté mosaïque.

– Nous, on les connaît fort peu, mais je peux te répéter une phrase que m'avait dite Élisabeth Badinter : « S'il y a une chose dont je suis bien convaincue, c'est que je ne sais pas de quoi Laurent est convaincu ! » Que je suis plus convaincu que Laurent Fabius a plus de convictions que sa femme peut en avoir.

– Ça, c'était un peu exclu qu'on en parle... On ne peut parler de la femme que par... rapport à l'homme !

Le 10 novembre, Jean-Paul Besset appelle Edwy Plenel pour lui dire :

J'ai des consignes pour toi, que je viens de ramener de Montpellier.

Le 11 novembre à 20 h 39. Edwy Plenel appelle Bernard Deleplace. Le traitant note qu'il en résulte :

Plenel invite Jean-Paul Besset à dîner chez lui, afin de lui présenter Bernard Deleplace.

Besset est le copain qui a aidé pour le journal et il quitte Matignon. Plenel a aussi vu le journal de Deleplace : c'est très bien.

Le 13 novembre à 19 h 46, Alain Krivine appelle Edwy Plenel pour « la bouffe » de dimanche avec Besset. Il pourra venir.

Contrôle et orientation des « fuites », vérification des « filières », grappillage de bribes et de détails nouveaux... la méthode Gilles Ménage n'a rien de dérisoire. C'est bien ce qui fait peur. Il s'agit d'une belle machine, d'un outil glacial mais fabuleux d'efficacité, unique au monde, je pense, à ce degré de perfection. La « cellule » a réalisé un progrès considérable, si on compare ses techniques raffinées de manipulation de l'information aux rustiques pressions de naguère.

Les écoutes font apparaître, entre Plenel et son réseau d'une part, Bernard Deleplace d'autre part, des services rendus réciproques. Le corpulent brigadier de police, devenu « apparatchik syndical », a servi de « conseiller » à plusieurs ministres de l'Intérieur socialistes. Il a régné, place Beauvau, sur les rouages internes du ministère, notamment sous Pierre Joxe. Avant la montée en puissance de Gilles Ménage et de son équipe, il a rempli, un temps, la fonction de « plaque tournante » et de « tour de contrôle » d'une certaine forme d'« investigation journalistique » aux ordres du pouvoir. Pour juger de l'influence de Bernard Deleplace sur les journalistes, « l'affaire Erhel-Brocard » est révélatrice. Catherine Erhel, journaliste assez pugnace, caracolait sur le terrain de sa consœur de *Libération*, la belle Véronique Brocard, qui convenait parfaitement aux desseins de Deleplace car il la savait « traitée », à l'Intérieur, par Frédéric Thiriez, un membre du cabinet. Catherine Erhel était, en revanche, plus difficile à manier en dépit de ses liens étroits avec l'équipe de M<sup>e</sup> Kiejman. Un jour, profitant d'un cocktail à l'Élysée, le patron de la FASP approche un notable de *Libé* qui souffre de la dure concurrence du *Monde*, sur le terrain des affaires médiatiques. En faisant l'important, il lui dit :

– Vous savez, je peux très bien vous aider... Les dossiers passent par moi. J'ai tout ! Mais...

– Mais quoi ?

C'est simple : Erhel ne plaît pas à Deleplace. Elle ne l'a pas compris. A ses yeux, elle ne joue pas le « jeu » escompté. Aussi le brigadier insiste-t-il sur le « passé gauchiste » de la journaliste rétive, en rappelant que tout n'était pas encore prescrit, ou amnistié... Serge July, en quête de soutiens dans les milieux de la banque et des affaires, est très sensible – Deleplace ne l'ignore pas – au parfum, pourtant ranci, de « terrorisme » qui flotte encore aux basques de son journal et qui risque de dissuader les investisseurs. En ces temps-là, la rose s'épanouissait et *Libération* frimait encore. L'interlocuteur de Deleplace fit une réponse-pirouette sur le thème : « On ne mange pas de ce pain-là, nous autres, à *Libération* ! » C'était vrai. Plus tard, bien plus tard, Catherine eut de sérieux ennuis. Elle ne sauva sa tête que grâce à l'intervention courageuse de Lionel Duroy, son chef de service et un militant



CFDT pur et dur. Le syndicat CGT de *Libé* s'en mêla, menaçant de jeter toute l'histoire en pâture à l'opinion. Catherine Erhel s'en sortit avec quelques années de « placard », l'abandon des incursions dans la rubrique « police », et une gestion des eaux calmes de la rubrique « famille ». Quant à Lionel Duroy, il préféra choisir, peu après, une « reconversion » dans un hebdomadaire. La rédaction en chef de *Libération* lui chercha des noises soudainement, en lui chipotant le calcul de ses congés sans solde. L'argent à gauche ? Un poème !

Dans toutes les rédactions, le brigadier de police Deleplace a ainsi ses têtes, parfois de Turcs. Il pousse celui-ci, joue avec celui-là. Parfois, les liens ne sont pas seulement militants. Ils peuvent devenir financiers.

Le 2 août 1985, Edwy Plenel raconte au téléphone, à sa femme, Nicole B.L., sa rencontre dans un train avec « le patron de la PAF à Roissy », la police de l'air et des frontières. Ce policier lui signale qu'une « petite note des RG » a signalé sa présence « à un stage trotskar<sup>1</sup> dans le Midi ».

Le 4 août, Plenel téléphone à Daniel Bensaïd, « pour l'avertir ». Ce dernier est l'un des dirigeants du groupe mené par Alain Krivine. Il anime une sorte de club de militants, anciens ou actuels, dont une centaine ont suivi des filières d'infiltration dans la presse parisienne, toutes tendances politiques et rédactionnelles confondues.

Le 29 août, Plenel appelle Deleplace. Le traitant de l'écoute a noté en résumé : « Plenel va bosser pour Deleplace, mais lui demande des informations sur "Protecval", car la PJ fait une enquête sur cette société de sécurité privée... »

Le 9 septembre à 21 h 11, Deleplace appelle « Benet », nom de code d'Edwy Plenel dans le fichier de la « cellule ».

1. Pour trotskiste. Référence à la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine.

– Deleplace informe « Benet » que la FASP offrira 10 de ses livres [*de Plenel*] à la FEN afin d'en obtenir une critique signée de Pomateau [*secrétaire de la FEN, la puissante Fédération de l'Éducation nationale*<sup>1</sup>].  
– Marion, « Benet » et Cabu [*le célèbre dessinateur humoristique*], s'il l'accepte, préparent le numéro du journal de la FASP. Ils semblent heureux des résultats de l'université d'été de la FASP et de leurs traductions dans les journaux.

Le 10 septembre 1985, communication téléphonique de Plenel avec Anne G.

Personnes citées : Jacques Pomateau, Bernard Deleplace.

Organisations citées : FEN et FASP.

Sujets traités : livraison par les éditions Payot de 10 livres de « Benet » à la FEN.

Renseignements exploitables : la facture sera payée par la FASP.

Le livre sur lequel Plenel tente, grâce au « lobbying policier » et amical, de faire rédiger des articles est un pavé aux traits appuyés sur les problèmes de l'Éducation nationale. Il s'est d'ailleurs mal vendu. Un autre enquêteur du *Monde* avait tissé des liens avec un certain Michel Garretta, et lors de l'affaire du sang contaminé, ses pairs affirmèrent que, pour regrettables qu'elles fussent, ces pratiques n'avaient pas altéré le contenu des articles publiés. Si volontiers donneurs de leçons, les journalistes du *Monde* font montre, pour eux-mêmes, d'une remarquable clémence. Bel exemple d'honnêteté intellectuelle et d'équilibre moral régissant ce milieu journalistique indépendant et objectif...

Grandeur et décadence : l'imposant Deleplace a plutôt mal fini. Pudiques, ses ex-excellents amis du *Monde* ne se sont pas trop attardés sur ses malheurs.

Un journaliste de TF1, Philippe Madelin, a consacré des pages<sup>2</sup> à raconter l'effondrement de l'empire syndical et policier de la FASP. « Bernard, tu dois partir ! Ta place n'est plus ici. Ou tu démissionnes, ou on t'offre un billet... pour la prison de la Santé ! » Nous sommes le 13 septembre 1990, rue du Départe-

1. Il s'agit de *L'État et l'école en France*, Payot, 1985.

2. Philippe Madelin, *La France mafieuse*, Le Rocher, 1994.



ment dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, non loin du périmètre malfamé de la rue d'Aubervilliers. Les inspecteurs de la brigade financière ont supplanté, une fois n'est pas coutume, la brigade des stupés. Ils cherchent à savoir ce qui se passe dans les étages d'un bel immeuble de verre, tout neuf, où sont implantés les bureaux de la FASP. Sur place, le comité syndical de la FASP « liquide » un Bernard Deleplace devenu gênant. Accusé de « pots-de-vin et de notes de frais somptuaires » et d'avoir mené une politique syndicale trop ouvertement favorable au régime socialiste de Mitterrand, Deleplace craque, face à ses détracteurs : « Qu'est-ce que vous voulez, à la fin ? Le pouvoir ? Eh bien vous l'avez ! Je donne ma démission. » Il part en effet, et la FASP ne sera plus jamais la même. Elle passera moins de temps à « informer les journalistes amis » et en consacra davantage à fuir ceux qui veulent en savoir plus sur les secrets de la maison.

Enregistrée comme « amie de Deleplace » dans le fichier informatisé de Jean-Louis Esquivié, à l'Élysée, et comme « personne susceptible de l'héberger », Barbara Boistel est la patronne de l'important département relation et communication sociale (DRCS) du syndicat de la police nationale. Elle gère la luxueuse revue de la FASP où « pigent », en toute « indépendance », des journalistes de plusieurs quotidiens. Ce jour-là, elle est aussi sur la sellette. Son associé de la DRCS, Sydney Lellouche, courtier en publicité, a « retourné sa veste ». Il en sait beaucoup sur le milieu trouble du courtage en publicité. Plusieurs affaires ont défrayé la chronique : escroquerie, abus de confiance, usurpation d'identité et de qualité (en prétendant être des policiers, notamment). La revue de la FASP a gagné de l'argent. Cet argent est-il net ? La question plane sur les débats menés ce jour-là. Deleplace se voit notamment reprocher sa R 25<sup>1</sup>. Cette voiture de fonction appartient, en fait, au GSR, l'une des sociétés de la galaxie Urba, la

1. Il faut se souvenir de la R 25 blindée en service à l'Élysée, offerte au président Mitterrand lors du sommet franco-africain de Bujumbura, au Burundi par... Yves Chalier, chef du cabinet du ministre de la Coopération, Christian Nucci, grâce aux fonds du Carrefour du développement. Le président de la République ordonnera, en dernier recours, aux services comptables de la présidence, de régulariser la facture avant que le véhicule ne soit saisi par la justice !

nébuleuse financière du PS. Urba a été dirigée par Gérard Monate, brigadier de police lui aussi, et, comme par hasard, prédécesseur de Bernard Deleplace à la tête de la FASP. Qu'il était beau, le syndicat rose des brigadiers de police de l'époque où Pierre Joxe était ministre de l'Intérieur ! Si la R 25 de Deleplace devient un enjeu c'est parce que, en date du 21 juillet 1989, la carte grise de ce véhicule a été modifiée pour passer au nom personnel de Bernard Deleplace sans qu'il débourse un seul centime. Le brigadier régularisa en catastrophe. Mais les reproches ne s'arrêtent pas là, et Deleplace s'entend aussi critiquer sur un abus de gueuletons aux frais du syndicat. Les invités sont souvent les mêmes : Plenel et Marion, l'ascétique Angeli du *Canard enchaîné*, jusqu'au préfet de police Pierre Verbrugghe ! Du beau monde.

Police socialiste, mœurs de presse, Bernard Deleplace en faisait trop. Une fois fragilisé, nombreux sont ceux qui s'appliquèrent à le faire tomber<sup>1</sup>.

La force de Gilles Ménage est d'avoir compris, très tôt, qu'il fallait en finir avec ce bricolage artisanal et que le suivi des informations sensibles devait passer par des méthodes plus discrètes. Il a donc mis au point le triptyque : contrôle des fuites, écoutes des journalistes, informatique puissante. Deux sortes de journalistes jouent un rôle dans ce système : les journalistes roses, ex-gauchistes, néo-gauchistes, crypto-gauchistes, rocardo-maoïstes, libéraux-libertaires, anarcho-reaganiens, trotsko-jospinistes ou franco-fabiusiens et j'en passe... bref, des quadras fringants qui ont infiltré en quelques années les rédactions des « q de q » – dans leur langage, les « quotidiens de qualité » –, d'une part ; des journalistes marqués du sceau de l'extrême droite, d'autre part. Ce

1. Né dans une brigade de gendarmerie, j'ai vu mon père blanchir sous le harnais de la loi avec rigueur et sens du service public. Je dois constater, non sans fierté, que de telles pratiques sont impossibles dans la gendarmerie nationale. Corruption, manipulations, fonds secrets, tout cela n'y a pas cours. Pourquoi cette différence avec la police ? Nous sommes d'abord des militaires au service de la loi et des institutions républicaines. A mon sens, ces valeurs remplacent avantagusement tout syndicalisme.



sont les écoutes « Bar » (Xavier Rauffer), « Lannion » (Gilbert Le Cavalier), « Sosie » (Nicolas Tandler), etc. Faut-il s'en étonner ? Gilbert Le Cavalier, pigiste multiscartes, ancien soixante-huitard du SAC avec Charly Lascorz, apparaît comme l'un des fournisseurs attitrés d'informations de Claude Angeli, du *Canard enchaîné*, tout en travaillant, en même temps, pour *Minute*, *VSD* et *La Vie française...* et en trouvant le temps d'animer, semble-t-il, une sorte d'ANPE spécialisée dans le reclassement discret des « chiens de guerre » et autres « soldats perdus » en quête d'une mission. Disposant d'un impressionnant panel de numéros de téléphone, Le Cavalier « pige » dans tous les sens, et les ordinateurs de la « cellule » élyséenne enregistrent, consciencieusement. Avec l'excellent Le Cavalier, Ménage, Prouteau, Gilleron et Esquivié disposent d'une source inépuisable d'informations « branchées », au carrefour stratégique du mercenariat « des armes » et de celui « des lettres », de la « prostitution de l'écriture » à la « prostituée du corps », sans parler des « vendeurs d'âmes ». Bien malgré lui, il devient le plus riche informateur des « grandes oreilles » de l'Élysée – après le tandem Plenel-Marion, tout de même...

Je me demande toutefois s'il n'a pas joué, certains jours, au jeu de l'intoxication des maniaques de l'écoute. La technique de la contre-manipulation, à l'intérieur des manipulations, peut provoquer d'énormes ravages.

Les écoutes d'autres journalistes, classés à droite ou à l'extrême droite, ne sont pas entièrement inutiles. Elles portent surtout sur d'obscurs financements d'élections cantonales, ou sur la mise à jour – certes importante – de la liste des responsables du service d'ordre du Parti communiste.

Si les écoutes permettent à la « cellule » de surveiller le fonctionnement des diverses manipulations effectuées depuis l'Élysée ou le ministère de l'Intérieur, leur lecture, aujourd'hui, aide à reconstituer les mécanismes et montre comment d'éminents « journalistes d'investigation » travaillent. Au moment de l'affaire Greenpeace, de manière délibérée et concertée, ils s'étaient employés à sauver la mise du Premier ministre Laurent Fabius. De

même, les écoutes révèlent, pour qui sait les lire, comment le duo Plenel-Marion s'est efforcé de m'abattre en cherchant, plusieurs années après les événements, à m'accuser d'avoir déposé des armes, après coup, dans l'appartement qu'occupaient les Irlandais de Vincennes. Marion s'arrange pour faire rencontrer Bernard Jégat à Plenel, lequel embraye aussitôt sur la version que lui donne un homme entièrement manipulé par la DST.

La manœuvre se profile dès le 28 octobre 1985 lorsque, à 23 h 33, Edwy Plenel appelle son collègue du *Monde* Bertrand Legendre pour lui parler de Bernard Jégat dont, après bien d'autres journalistes, il a recueilli les « confidences ». Dans sa description d'un agent manipulé par la DST, « Benet » se révèle conforme au pseudonyme que la « cellule » lui a attribué.

– C'est compliqué moralement... Il faudrait voir le personnage. Ça paraît très intéressant pour nourrir un roman policier ou un film. Je respecte tout à fait. On s'est bien entendus, on a eu le contact... Ce n'est pas du tout un fou, c'est un type qui marche, c'est un pur. Je crois qu'il est très naïf au fond, qu'il est très fragile. Il est plus âgé que moi.

– Comment il a pénétré ce milieu ?

– Par idéal. Il dit : « Moi, je suis pur, vous faites ce que vous voulez, il n'y a pas de problème, je respecte votre travail. Moi je ne fais rien, c'est-à-dire que si on vient me chercher j'irai ; de moi-même, je ne fais rien. » On ne s'est pas vus. Le contact est gardé. L'autre personne qui était là<sup>1</sup> va dans le même sens que moi. Mais moi, je suis renvoyé à ma responsabilité, ce qui n'empêchera pas que les confrères, qui sont au courant de cette affaire, diront : « C'est criminel ce qu'il a fait, c'est dangereux, c'est scandaleux. » Tu vois, je suis très embêté ce soir. Je suis convaincu que je n'ai pas tort, même si ça ne sort pas demain ou après-demain dans *VSD*, même si ça ne sort pas. A partir du moment où c'est dehors, où lui-même a eu un comportement tellement paradoxal, a alerté tellement de trucs différents, ça va sortir tôt ou tard.

1. Il s'agit d'Andrew Orr, qui travaillait pour Gamma TV. Il est actuellement administrateur de Nova production, la société qui a coproduit avec France 2 le document sur les Irlandais de Vincennes réalisé par Pierre Péan et Christophe Nick.



- Il a tiré beaucoup de sonnettes et pourquoi a-t-il fait ça ?
- C'est compliqué à t'expliquer. C'est une sorte de chevalier pur, qui, après avoir guerroyé pour une belle cause internationale, guerroye par fidélité à un homme, celui du 10 mai, contre les tueurs froids du terrorisme. C'est vraiment comme ça. Il est un peu tout seul. Je suis convaincu que j'ai raison, que c'est la meilleure façon de le faire sortir de ça. C'est ce que ses proches me disent. Mais il n'accompagne pas... Mon problème, c'est d'assumer le fait qu'on dise... parce qu'il est toujours chez lui.
- Les dangereux sont où ?
- Ils sont des deux côtés. Tintin<sup>1</sup> l'a déjà menacé de mort plusieurs fois. Son vieux pote, que j'ai vu, me pousse totalement. L'autre ne m'a jamais dit : ne sortez pas... C'est du genre la corde au cou.

Une fois « Benet » amorcé par les « informations » de Jégat, le duo *Le Monde-Le Canard enchaîné* se met en marche comme à la parade. A preuve, le coup de fil que Georges Marion passe, dès le lendemain 29 octobre, à son patron du *Canard*, Claude Angeli :

- *Le Monde* va vraisemblablement sortir demain l'affaire des Irlandais.
- Comment ? la véritable histoire ?
- Mais oui, le fait nouveau c'est que ça traîne dans tout Paris. J'ai vu une série de gens ce soir...
- Mais il va tout sortir, Plenel ?
- Oui... D'accord, tu fais ce que tu veux mais ça va faire comme pour le *Rainbow Warrior*, ça va faire suffisamment de bruit pour que je voie mal *Le Canard* ne pas être dans cette affaire d'une manière ou d'une autre.
- Oui, mais quel papier ? Qu'est-ce qu'on va pouvoir dire de plus que Plenel qui va tout raconter... Il va dire qu'il y en a un des trois qui était soupçonnable... un des trois Irlandais ?
- Sûrement. D'après ce qu'il m'a dit, il connaît toute l'histoire.
- Une histoire un peu foireuse de terrorisme international.
- Non, mais ils vont dire qu'il y avait une balance qui avait apporté l'affaire... et Barril dépose les armes... S'il sort, comme pour Greenpeace, tout à 13 heures, Europe 1 va ouvrir là-dessus.
- C'est une histoire depuis un an maintenant. Si tu veux, pour des raisons qui ne sont pas personnelles, je n'ai jamais pu la sortir [...].

1. Surnom donné au capitaine Barril.

- Essaie d'avoir la morasse<sup>1</sup> demain matin, comme ça on pourra savoir ce qu'il sort.
- Tu ne crois pas qu'il faille préparer un papier ce soir ? Je t'ai dit un jour que je savais ce que tu savais... Je ne peux pas tout raconter, je ne peux pas raconter comment l'indicateur est arrivé à Barril.
- Ça non, ce n'est pas la peine. Tu veux parler des passages par les journalistes ? Ça n'est pas la peine, moi ce qui me paraît important... c'est de dire que les armes et les explosifs ont été apportés par...
- Mais où elles ont été trouvées les armes ?
- Chez les Irlandais d'abord.
- Oui, d'un mec à l'autre.
- Et ils ont été découverts chez un Irlandais. Il faut raconter la vérité.
- Ce n'était pas un Irlandais.
- Mais je veux dire, bon, c'est un Irlandais qui l'a apporté à Barril. Je crains que ce soit la même chose... ça serait emmerdant.
- Le problème est le même... que pour le *Rainbow Warrior*, c'est qu'on ne peut pas se permettre de ne pas y être.
- D'accord, mais si on écrit la même chose encore que l'autre fois sur la troisième équipe, on a l'air un peu con [...]. Prépare un papier et puis passe demain matin tôt et demande à Edwy si la décision de paraître est prise et demande-lui une morasse... demande-lui au moins à 9 heures... Tu me parles sur un ton complètement désespéré.
- Je ne suis pas désespéré, je suis fatigué parce que j'ai vu plein de gens tout à l'heure. Cette affaire, je ne sais plus quoi en penser.
- Ce qu'on peut en penser, c'est qu'on s'est fait tous enfler.
- Par qui ? Tu veux dire dans l'affaire irlandaise ? Mais non, enfin oui et non... On ne s'est pas fait enfler, on aurait pu être plus retenus sur la qualification.
- On a cru que c'étaient des pseudo-terroristes.
- Non, sur la qualification il n'y a aucun élément précis qui dise que... on n'a jamais douté... enfin, moi je n'ai jamais douté que c'étaient des militants irlandais, c'est-à-dire que les Irlandais, en général, ils font de l'action armée. Là où il y a un problème, c'est effectivement leur relation avec les Palestiniens... mais là-dessus il n'y a aucun élément à ma connaissance... L'indicateur, là-dessus, il dit, il dit pas. C'est flou [...].
- Prépare un papier et puis surtout téléphone à Plenel demain matin tôt... et demande-lui à quelle heure on peut avoir une morasse parce que c'est quand même ça qui nous guidera.

1. Dernière épreuve faite à l'imprimerie avant le tirage.



– Je propose que s'ils ne sortent pas, on ne sorte pas non plus.  
– Moi je ne sors pas de toute façon. Je ne suis pas autorisé à le sortir... Je suis désolé, j'ai un truc moi... là, je suis obligé de passer outre à un engagement, alors à peine j'aurai raccroché que je vais téléphoner... Moi, ça ne me gêne absolument pas que Plenel le sorte, mais moi, la sécurité de ce mec, ça me fait chier que *Le Canard* soit mêlé là-dedans.

Le lendemain 30 octobre, *Le Monde*, relayé par les radios, publie l'article me mettant en cause. Les premières réactions captées par les oreilles indiscrètes sont significatives. A un correspondant qui l'alerte le jour même sur « cette salade avec notre ami, là... Paul... », et qui s'inquiète – « Ça veut dire à mon avis qu'ils vont le rechercher pour le coller au trou » –, un homme aussi averti des pratiques de ce milieu que Le Cavalier réplique aussitôt : « Ça, je vois d'où ça vient : Ménage et toute la clique. »

De son côté, Legendre rend compte à Plenel de ce qui se passe du côté de la justice :

– Jégat a été entendu de 8 h 30 à 15 heures par le juge d'instruction... Le juge a fait savoir dans les couloirs du palais de justice, rapporté par l'AFP... Perault<sup>1</sup> me l'avait dit dès hier soir au téléphone... que les déclarations lui paraissent très sérieuses. Les confrères globalement, Béatrice Valleys<sup>2</sup> dit que la DST conteste ça ou se demande si Jégat ne raconte pas des histoires. C'est la ligne de défense de Barril, semble-t-il, avec un couplet à la fin sur les exploits du GIGN... Des déclarations directement à Marion, du petit Szpiner, très violentes... Il dit qu'il va porter plainte [...].

– Si l'autre a été entendu de 8 h 30 à 15 heures et si ce juge dit dans les couloirs que c'est important, Barril va être entendu, si ce n'est fait.

– Je le pense, alors il y a un petit problème qu'a soulevé Perault, c'est que non seulement Jégat aurait parlé de l'affaire des Irlandais, mais d'autres affaires. Perault a eu un bon réflexe. Il a dit : « Je me demande si dans le cas des informations ouvertes, en tout cas la deuxième, Verleene<sup>3</sup> peut immédiatement entendre Barril ; est-ce qu'il ne va pas devoir en référer au parquet pour savoir dans quel cadre juridique ? »

1. Il s'agit du journaliste Maurice Peyrot, du *Monde*.

2. Il s'agit de Béatrice Vallaeys.

3. Le juge d'instruction.

Est-ce qu'il faut un supplétif d'instruction ?... Donc ça va retarder un peu l'audition de Barril.

Le 31 octobre, Andrew Orr téléphone à Plenel car il vient d'avoir Bernard Jégat au téléphone. Jégat est inquiet parce qu'il apparaît trop clairement comme étant la source du journaliste. Orr transmet une demande de rectificatif :

On laisse entendre que c'est des propos qu'il t'aurait tenus directement... c'est un rectificatif, si possible signé de ta part, en disant que ce n'est pas une...

– Je ne ferai pas de rectificatif mais je mettrai une formule, oui, bien sûr... si tu veux, il y a un truc partout de discrédit sur lui.

– Ce qui est emmerdant... tout le monde présente ça comme si on savait ça depuis dix-huit mois ou plus.

– Et puis sur ce thème, bon, c'est le discours, c'est pas fiable... mais ça ne va pas tenir, ça.

Un nouvel entretien téléphonique entre Orr et Plenel se déroule le 1<sup>er</sup> novembre à 16 h 55. Orr indique que des choses vont se passer demain « ... mais apparemment ce serait délicat que tu y participes. Ils vont se voir dans la soirée ». A 19 h 59, le même jour, Plenel est plus explicite durant sa conversation avec son collègue Legendre :

– Il y a une petite interview qui se prépare des trois Irlandais. Le leader, c'est Gamma TV qui a suggéré... pour qu'il y ait aussi comme presse écrite nous... L'avocat<sup>1</sup> a réservé la primeur, dans sa conception stalinienne de la presse où il n'aime que les journalistes qui écrivent ce qu'il a envie d'écrire, il a réservé la primeur à Béatrice Vallaeys. Il y a un autre truc, c'est qu'entre le désir des Irlandais qui comprennent, à notre avis, et le désir des gens qui les ont rencontrés, et le désir de l'avocat, l'avocat a une position débile. Il ne comprend pas que la position de force, c'est de conforter Jégat. Et non, en ne confortant pas Jégat, de conforter Barril et ceux qui disent que ce sont de vrais terroristes internationaux...

– Mais les Irlandais, tout le monde peut les rencontrer ? Qu'est-ce qu'ils ont à dire ?... Tout le monde sait qu'on a raison.

1. Antoine Comte.



– Moi, mon problème n'est pas journalistique. Tout le monde sait dans l'appareil d'État. Mais là encore, cette nana, qui à mon avis était un poisson-pilote, Christine Lalo, de TF1, qui vient me voir en me disant : « Je travaille là-dessus pour TF1. » Elle me dit : « Comment, vous ne croyez pas que ce n'est pas un mythomane ce type ? Et il y a des rumeurs sur vous, la manipulation... Dites-moi, Jégat, vous l'avez rencontré ? » En clair, le discours de la presse qui s'est fait doubler et tout, et dans laquelle Barril a ses copains, c'est de dire : « C'est un mythomane. » Celui qui peut – mais ça l'oblige à reconnaître des choses – conforter tout à fait le discours de Jégat, c'est Plunkett, tout bêtement. Et l'enjeu intellectuel est là et, d'après ce que je crois comprendre, les intéressés ont compris ça. Mais en revanche, leur avocat, qui depuis le début a ce comportement incohérent, risque de leur donner de mauvais conseils. Suivant les conseils, soit ils discréditent Jégat et renforcent Barril et en fait ils n'arrangent pas du tout leurs affaires, soit ils confortent Jégat et ils n'arrangent pas tout à fait leurs affaires, mais ils sont, à mon avis, dans une position morale plus forte [...]. C'est tout l'enjeu. Suivant leur démarche et la façon dont ils reconnaissent les choses, ça peut couvrir la détention. Je vais en finir... l'idée est toute bête : comme l'autre [Antoine Comte] a sonné Vallaeys, j'ai dit à la personne [Orr] de ne pas insister pour *Le Monde* dans ça... Ça sera probablement en boîte dans la journée de demain. Ça va être proposé aux télévisions et, vu les accords, ils vont en balancer des extraits sur l'AFP, dimanche. Parce que c'est prévu pour lundi matin dans *Libé* et ça cassera le coup de *Libé*. Et moi j'aurai, parce que je pense que ce sera mieux fait que dans *Libé*, j'aurai le texte intégral et on ne parlera pas de celui de *Libé*... Je sais bien que cette affaire ne t'intéresse plus, mais comprends bien qu'il y a un enjeu qui est de savoir si le capitaine va se trouver inculpé et au trou...  
– Non, ne dis pas ça... Je crois que politiquement il n'y a pas d'intérêt à s'acharner...

On ne peut raisonner plus ouvertement en termes de calculs politiques et de manipulation. Et la cible est cette fois-ci nommée : le capitaine Barril !

Le 3 novembre à 12 h 53, Andrew Orr informe Edwy Plenel :

Ça passe à 13 heures sur Antenne 2 et ce soir également... J'ai gardé l'exclusivité pour nous, y compris pour la suite, c'est-à-dire que *Libé*

n'est plus sur le coup. Donc, en fait, tu sortiras la première version intégrale demain. Je leur ai demandé... Ce sont eux [les Irlandais] qui ont décidé. Ils veulent que ce soit moi qui le fasse. C'est assez détaillé... aussi loin qu'ils pouvaient aller, mais dans ce sens-là...

Un sens, à l'évidence, qui ne pouvait m'être favorable ! Et c'est sans surprise, en effet, que, lorsque Plenel appelle, à 19 h 12, Bertrand Legendre, il exprime à nouveau son obsession me concernant :

– Il [Orr] a carrément réussi à empêcher *Libération*. Il y a eu des extraits à Antenne 2 ce midi, il y en aura de plus longs ce soir... C'est le plus loin où il puisse aller mais ça conforte Jégat. Il reconnaît qu'il l'a connu, il [Plunkett] ne dit pas : « Je lui ai remis des armes à tel moment », mais il a des formules qui sont claires quand on les analyse... et surtout la nomination d'un autre juge, il y a un vrai problème (il faut vérifier l'information)... Est-ce qu'on monte au créneau, comment ?

– Oui.

– A mon avis, c'est extravagant... ça vient de chez Comte et non de lui-même... je viens de l'apprendre, j'ai été à Gamma [...]. Il y a le trafic d'armes, mais ça, il le file à Bruguière, et puis une information sur Barril et ça, il la file à Verleene... Pour le trafic d'armes, j'en ai discuté avec Marion, c'est trois ans la prescription.

Le soir, à 20 h 38, les deux compères du *Monde*, Legendre et Plenel, font le point sur leur opération. Legendre parle des déclarations des Irlandais et s'étonne :

– A aucun moment il nie que c'étaient des armes qui lui appartenaient.

– Non, bien sûr. Pour tout le monde, c'est très clair, il confirme, dans la limite de ce qu'il peut dire, dans la mesure où il a une épée de Damoclès sur la tête...

– J'ai eu l'avocat de Plunkett il y a quelques minutes ; il a fait l'imbécile, il n'a entendu parler de rien. Alors, soit il ment, ou ton tuyau est crevé...

– Il ment car mon tuyau vient de ses gars, du mec qui a interviewé ses clients [...]. Il a été très bien le gars [Orr]. Il a dit aux Irlandais : « Nous avons des accords privilégiés avec *Le Monde* et puis... je ne sais



pas si tu te souviens, Mike<sup>1</sup>, de l'attitude de *Libé* dans cette affaire. Ce sont eux qui ont donné une interview de trois pages à Barril. »

Cet acharnement contre moi n'est pas sans inquiéter même les responsables du *Monde*. L'avocat du journal, Yves Baudelot, appelle Plenel le 17 novembre à 12 h 54 et l'interroge :

– Il n'y a pas de nouveau dans Barril ?

– Non, non. Écoute notre pronostic ; si tu veux, tout ce qui est dans le papier est totalement ce que, ce qu'a – je crois même en moins détaillé –, ce qu'a dit Jégat aussi bien au juge d'instruction qu'au parquet. On en a discuté avec Bertrand, mon pronostic est que, de toute façon, Szpiner a encore dit, il y a quelques jours, qu'il nous poursuivrait. Mais ils ont trois mois. A mon avis, ils attendent surtout de savoir ce que va faire le juge concernant Barril ! Je crois que c'est ça qui va déterminer leur attitude. Si d'aventure ils déposaient une plainte, on citera tout le monde [...]. En plus, on a un allié de taille maintenant. Kahn<sup>2</sup> qui a rencontré Jégat à plusieurs reprises il y a longtemps, qui, en plus, à l'époque, avait eu des contacts avec Prouteau, il y a également des contacts avec Szpiner et Barril quand les Irlandais de Vincennes lui avaient fait un procès, et qui, depuis qu'on a fait ce papier, est très correct avec nous, ne tarit pas d'éloges, nous rend des hommages. C'est un exemple de type qu'on pourrait citer [...]. Je crois qu'il faudra faire citer Jégat, mais de toute façon, je pense qu'il risque... Enfin moi je ne sais pas du tout, c'est toi le spécialiste. Mais dans tous les cas de figure, je fais le pronostic que Barril sera peu ou prou, enfin je veux dire d'une manière ou d'une autre et je ne sais pas quand, inculpé dans l'affaire des armes. On demande un sursis à statuer.

– On n'a pas de documents écrits actuellement ?

– Cette histoire, moi je la connaissais depuis plusieurs mois. J'avais pu vérifier auprès des flics, auprès de pas mal de gens, que ça tenait et que c'était très cohérent parce que le type était pris en main par la DST. En fait, ce qui s'est passé, on a su que l'histoire était sortie partout à cause du fait que le type, là, avait été voir un député, qui lui-même l'avait mis dans les pattes d'un substitut, Marceau<sup>3</sup>... qui est au RPR [...]. En fait, on s'est assuré que le type avait vraiment la

1. Michael Plunkett.

2. Jean-François Kahn, de *L'Événement du jeudi*.

3. Il s'agit d'Alain Marsaud.

volonté d'aller voir la justice, et que c'était en route, ce qui était le cas... Donc, si tu veux, il n'y a pas de documents écrits. Les documents écrits, c'est ce que raconte Jégat... dans le PV de la DST, au début de l'année, ce qu'il raconte au juge d'instruction et ce qu'il raconte au parquet [...]. On fait citer Plunkett, on fait citer Jégat... On fait le procès que le pouvoir ne veut pas faire, puisqu'ils essaient d'écraser cette histoire.

Une fois de plus, les préoccupations politiques de « Benet » prennent le pas sur toute autre considération. Et une fois de plus, comme dans l'affaire Greenpeace, il se fait, sans même en avoir conscience, le supplétif du pouvoir puisqu'il ambitionne de régler, pour lui, le sort du capitaine Barril. Seulement, cet « investigateur » d'exception semble ignorer que son informateur Bernard Jégat (code « Laon » dans les écoutes) tient régulièrement informé Jean Lucas, son officier traitant de la DST, des actions qu'il engage auprès de la presse.

Le 21 novembre « Laon » (Jégat) appelle Lucas à 10 h 44 car, inquiet du bruit fait autour de lui et des conséquences qu'il risque d'en subir, il veut connaître la classification qui protège son dossier à la DST. Lucas lui répond : « secret défense ». Puis Jégat, horrifié, s'épanche :

C'est invraisemblable qu'un cabinet noir, avec l'aval du ministre de l'Intérieur, puisse organiser des fuites sur un secret... J'ai un ami journaliste qui... enquête, cherche, écoute. Il y a des informations tout à fait précises qui circulent et qui ont trait au travail qu'on a fait ensemble, à la cible générale Action directe... Ça fonctionne au niveau de l'organisation, donc de la lecture du PV en totalité ou en résumé, à partir du cabinet du ministre, sur Plenel... avec plusieurs motifs, un motif politique lié à la campagne électorale de mars et, ce que je pense maintenant, c'est qu'il y a un motif idéologique [...]. Il s'agirait de dénoncer un agent, un traître, un volontaire antiterroriste... Il y a eu volonté de sabotage sur le plan politique, mais aussi... pour me court-circuiter, pour me couper les pattes à moi... Il y a une volonté de me détruire, d'anéantir le dossier qui était en cours..., une brèche, une approche sur un cercle concentrique d'Action directe.



Jean Lucas demande d'où filtreraient ces informations. Jégat répond du *Monde* et ajoute que s'intercale la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) dont l'intérêt serait de le jeter sur la place publique pour le « carboniser ». Il conclut :

Je ne me laisserai pas faire... Ils ont utilisé un porte-plume pour me poignarder dans le dos, qu'ils m'envoient un porte-flingue maintenant.

Le malheureux Jégat n'imagine pas encore à quel point il est utilisé. Andrew Orr se charge de lui ouvrir un peu les yeux, le 25 novembre, à 10 h 25, en lui apprenant que c'est Georges Marion, du *Canard*, qui a suggéré à Orr d'organiser la rencontre entre Jégat et Plenel, car lui-même ne pouvait écrire sur ce sujet ! Il rassure en outre Jégat sur les conséquences de l'article du *Monde* en précisant qu'il a rencontré le chef du groupe des Irlandais, Michael Plunkett : « Il n'y a rien, à mon avis, il n'y a absolument rien à craindre pour toi de ce côté-là. » Quelque peu bravache, Jégat réplique qu'il ne redoute aucun tueur, viendrait-il « de l'entourage de Michael ou de Joxe<sup>1</sup> ».

Ce même 25 novembre, à 21 h 01, Bernard Jégat explique à Hervé Brusini, d'Antenne 2, qu'il se sent menacé par les Irlandais, en précisant que « dans un premier temps, leur cible était Barril », mais qu'ils se sont retournés contre lui. Il se dit prêt à accorder un entretien en profondeur au journaliste et à lui communiquer une photocopie des notes qu'il a remises à la DST.

A 21 h 25, Jégat appelle un de ses protecteurs, Pierre Péan, qui lui promet de régler ses problèmes dès le lendemain. Jégat s'inquiète de l'attitude de Plunkett qu'il juge extrêmement agressive depuis que les Irlandais ont compris ce qui s'était mis en place à partir de l'article du *Monde*.

Le 29 novembre, Péan appelle Jégat à propos du choix de l'avocat dont son interlocuteur se montre très heureux.

Le 19 décembre à 17 h 51, Jégat, qui commence à sérieusement s'affoler, est rappelé par un de ses correspondants, à la DST, Alain, qu'il avait cherché à joindre. Bernard Jégat annonce qu'il

1. Michael Plunkett et Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur.

a l'intention de déposer trois ou quatre plaintes contre le ministère de l'Intérieur, une pour divulgation de documents confidentiels, une autre pour divulgation d'informations confidentielles provenant d'un dossier classé « secret défense » – selon Alain cette plainte ne tiendra pas –, une troisième pour non-assistance à personne en danger – celle-là il y tient beaucoup – et une quatrième pour faire valoir sa situation afin d'essayer de trouver un biais pour faire reconnaître « sa prestation de service » à un officier de gendarmerie à partir d'août 1982. Il était collaborateur occasionnel... jusqu'en octobre 1985, date à laquelle la DST a donné l'ordre d'interrompre.

A l'évidence, Jégat commence à paniquer et Pierre Péan s'en rend compte. Le 21 décembre, à 14 h 39, il avoue à son ami Bernard être dépassé par la situation. Jégat lui conseille de se désengager ; Péan rétorque que c'est déjà fait car il ne suit plus, intellectuellement, une démarche trop sophistiquée pour lui. Aux yeux de Péan, tout devait éclater sur une chaîne de télévision mais, à présent, c'est la justice qui médiatise Jégat. Or, rappelle-t-il à son interlocuteur, l'appareil d'État n'a pas de réaction humaine et Jégat ne gagnera jamais contre une machine qui échappe aux individus et possède sa logique propre.

Le 6 janvier 1986 à 19 h 18, Jégat téléphone à Christian Lambert du GIGN (Satory), car il recherche des témoins qui m'étaient liés au moment de l'arrestation des Irlandais.

Paul va très mal car il fait front tout seul, abandonné qu'il est par tous, politiques, militaires et civils, ajoute-t-il. Et puis tu sais, Paul je l'aime encore, j'écoute ce qu'il dit. C'est horrible, parce que je l'aime encore.

Le 23 janvier à 9 h 44, l'avocat José Navarro appelle Jégat et lui annonce qu'il envisage de faire citer le commandant Beau « qui... donne l'impression d'avoir envie de vider son sac ». La réaction de Bernard Jégat en dit alors plus que toutes les démonstrations :

Je ne voudrais pas rentrer dans un mécanisme de règlement de comptes... parce que Beau, je ne sais pas... ce qui s'est passé ou ne



s'est pas passé... moi j'ai eu une conversation avec Prouteau, à ce moment-là, qui est contradictoire avec ce que Beau dit.

Tiens, tiens, si même Jégat a des doutes ! Seulement, si l'informateur du *Monde* ne tient pas son rôle jusqu'au bout, les brillants enquêteurs Marion et Plenel ont du souci à se faire. Et ils s'en font, le 30 janvier à 22 h 30, quand Plenel court aux renseignements chez Marion :

- Dis-moi, tu es au courant de l'excitation d'un nommé Bernard ?
- Oui, il a déposé plainte déjà une fois.
- Mais il est fou ! Il est carrément en dehors de ses pompes ! Son ami<sup>1</sup> n'a pas l'air de comprendre. Il est à la fois fou et à nouveau manipulé par d'autres, à mon avis. Mais je crois qu'il est vraiment fou ! Il voulait pousser l'ami à témoigner d'une conversation avec moi. Je vais voir l'ami demain, mais je vais lui dire... Écoute, en plus il nous avait écrit pour absolument dire... enfin j'avais modifié... tu te rappelles le truc qu'on a passé ? C'est un type dangereux.
- Il est malade, c'est un truc où en général les gens sont fragiles.
- Oui, mais l'ami n'a pas l'air de bien voir qu'il est malade.
- Oui, parce que c'est son ami. Il a les jetons, il a peur d'être entraîné dans une affaire...
- Oui, il faut qu'il s'en garde à mon avis. La meilleure façon, c'est que lui il n'a jamais vu l'autre avec moi et qu'il n'a jamais assisté à rien.
- Ça n'ira pas très loin. Il peut toujours déposer plainte. Qu'est-ce qu'il veut dire de plus ? Et là, il a déposé plainte. Ils veulent le faire sur Europe 1. Il a fait saisir les bandes, des trucs comme ça.
- Là, c'est contre Joxe, je ne sais pas ce qu'il peut raconter. Moi, je n'ai rien à me reprocher, j'ai été le plus gentil avec lui, je vais finir par le regretter.
- Non, il te reproche aussi...
- Oui, mais il n'envisage pas de plainte ?
- Non, l'idée, en gros, ça s'est passé en deux temps : tu as été, enfin la presse a été le véhicule qu'il reproche à Joxe.

La crainte de Plenel c'est que soit révélé que son seul informateur est Jégat, alors qu'officiellement il affirme ne pas l'avoir rencontré.

1. Andrew Orr.

Décidément, Marion (« Bout ») et Plenel (« Benet ») ne sont pas assez prudents au téléphone. Ainsi, après avoir joué la partition de Fabius dans l'affaire Greenpeace, ils interprétaient sur ce dossier des Irlandais de Vincennes un morceau composé par Pierre Joxe.

Le nom du ministre de l'Intérieur revient de plus en plus souvent dans la combine. Le 6 février à 18 h 39, Bernard Jégat reparle en effet de Pierre Joxe à Andrew Orr dans des termes et un contexte qui puent, là encore, la manipulation.

- Je suis assez soucieux de renvoyer l'ascenseur à Plenel, explique Jégat. Je vais faire une déclaration imminente.
- Ah bon ! tu vas le faire comment ?
- Là-bas en direct. J'aurais aimé le prévenir avant...

Andrew Orr indique à Jégat qu'il a vu « ton Irlandais » qui est très anxieux et veut déjeuner avec Claude et Mary<sup>1</sup>. Jégat accepte de déjeuner avec l'Irlandais s'il y a quelqu'un pour l'introduction. Orr est d'accord. Puis « Laon » interroge : « Est-ce que tu penses que Plenel risque de nier les deux ou trois actes que j'avais relevés dans la conversation ? »

Orr pense qu'il va nier. Et il nie avoir vu Joxe le vendredi, car il dit ne l'avoir vu, la dernière fois, qu'avant l'affaire Greenpeace. Jégat, qui raisonne par rapport à la campagne des élections législatives de mars, ajoute :

- Je ne risque rien, Verleene<sup>2</sup> m'a simplement dit, encore aujourd'hui, que ça l'embarrassait, qu'il préférerait pour des raisons de crédibilité... On a fait le point sur les deux procédures ouvertes contre moi, contre Barril... Il est très embarrassé car c'est tellement saucissonné... ça a été fait pour protéger Paul, selon ses propres dires... La distribution des cartes actuelles ferait que s'il instruit l'information ouverte contre moi ça engage automatiquement mon inculpation et celle de Michel<sup>3</sup>. Tous les deux, nous prendrons trois ou quatre ans, avec ou sans sursis. Donc il ne veut pas de ça ; et Paul passe au travers... encore une fois, dit Verleene.

1. Claude Lévy, compagne de Bernard Jégat, et Mary Reid.

2. Juge d'instruction.

3. Michael Plunkett.



Le 12 février à 14 h 18, Bernard Jégat contacte son avocat et l'interroge avant son passage, le soir même, au journal de 20 heures sur France 2 :

– Est-ce que je peux dire, sans prêter le flanc à une contre-attaque en diffamation de la part de Paul, que je lui ai remis une ou des armes ? Est-ce que c'est de la diffamation si je dis que Barril a posé une arme ou quelque chose d'autre... ? Le fait de dire je lui ai confié des armes, ce n'est pas diffamatoire ?

– Non, pas du tout, lui répond son conseil, ce qu'il faut éviter c'est de l'injurier ou de laisser entendre qu'il est malhonnête. Si tu te contentes de faire une affirmation, il n'y a pas de problèmes. De toute manière, à partir du moment où ça fait l'objet de déclarations qui sont parues dans la presse depuis très longtemps, il n'y a pas de difficultés.

Et voilà comment l'informateur des médias peut demander des garanties juridiques avant de réitérer ses propos et... trouver sa protection dans les articles qu'il a lui-même inspirés !

Décidément la version Jégat-Marion-Plenel des turpitudes de l'affreux capitaine Barril a du plomb dans l'aile. Les écoutes de plusieurs autres journalistes, dont Berti d'Europe 1, montrent que le doute hante la plupart des rédactions parisiennes. La plus significative de ces confessions émane pourtant de Georges Marion lui-même. Dans une conversation, sa consœur Béatrice Vallaeys, le 23 février à 18 h 55, lui raconte qu'elle a interviewé Jégat durant trois heures et demie et qu'elle a le sentiment d'avoir eu affaire à un fou. « Il a dit des folies au juge d'instruction », précise-t-elle. Comment réagit l'homme qui a branché Plenel sur Jégat, l'homme qui est au départ de toute l'opération ? Il se dit persuadé que Jégat a effectivement dit n'importe quoi au juge, mais ajoute : « Il donne suffisamment d'éléments matériels, alors c'est ça... »

Bravo pour le professionnalisme !

Le 4 mars 1986 à 16 h 45, Jégat avoue à Brusini, de France 2, qu'à la lecture des journaux il « a honte de lui-même ». Le matin même, il s'est déclaré effondré par le comportement de la presse

française lors d'un entretien avec son traitant de la DST, Jean Lucas.

Lucas lui confirme que la DST est partagée en deux : ceux qui veulent poursuivre avec Jégat, et les prudents... Lucas n'est pas intéressé par les différentes péripéties de ce règlement de compte et veut se tenir à l'écart de ce marais nauséabond. On ne peut mieux dire à Bernard Jégat qu'après usage, la DST le laisse tomber.

Le 14 mars 1986 à 12 heures, Bernard Jégat, à l'évidence écœuré de la manière dont il a été utilisé, dicte un télégramme significatif à l'attention de Jacques Attali, à l'Élysée :

Sacrifié par Barril, Prouteau, Joxe, je remercie tous les « Ponce Pilate » courageusement embusqués derrière une lâcheté et un laxisme déshonorants qui ont tissé au fil des mois et des années, depuis août 1982, l'anéantissement de ma vie. Le Président lui-même était-il solidaire de cet abandon-destruction implacable et cynique ? Qui aura le courage de me répondre avec franchise ? Je ne renierai jamais l'ardente fidélité que je lui ai vouée, au péril de ma vie. J'attends sereinement mon « exécution », abandonné de tous à l'exception de PYG<sup>1</sup> (cellule du fantomatique M. Prouteau) que j'aime comme un frère.

Pauvre marionnette utilisée dans une opération qui visait un autre.

Ainsi, jour après jour, Gilles Ménage pouvait suivre la progression de tous les ragots mis en circulation et piloter leurs retombées.

Pour se dégager, il va botter en touche. Il remet le 21 décembre 1995, au juge Jean-Paul Valat, un mémoire de trente et une pages dans lequel il critique « les méthodes » du magistrat instructeur.

Gilles Ménage joue sur des détails, voire sur des mots, pour mieux tenter d'occulter l'essentiel : « Je n'ai en rien participé à la création ni à la mise en œuvre de la cellule, c'est-à-dire au choix

<sup>1</sup> L. Pierre-Yves Gilleron.